

SYNTHÈSE DU DOSSIER

Commercial

CONFIDENTIEL

N° Dossier : EXEMPLE-DEMO-100K

Date : 24/02/2026

1. Identification des parties

Demandeur

- Nom** : Monsieur Jean-Pierre Moreau
- Adresse** : 42 rue des Entrepreneurs, 75011 Paris
- Email** : jpmoreau@example.com
- Téléphone** : 06 12 34 56 78

Partie adverse

- Dénomination sociale** : SAS TechSolutions
- Forme juridique** : Société par actions simplifiée
- Adresse du siège social** : 15 avenue de l'Innovation, 69002 Lyon
- Coordonnées** : 15 avenue de l'Innovation, 69002 Lyon
- SIRET** : 812 345 678 00014
- Représentant légal** : Monsieur Éric Dubois

2. Nature du litige

Catégorie

- Litige commercial relatif à un contrat de prestation de services informatiques.

Qualification juridique préliminaire

- Inexécution contractuelle** par défaut de paiement d'une somme due au titre d'un contrat de prestation de services.
- Demande de paiement forcé** d'une créance certaine, liquide et exigible.

- **Application des règles relatives aux intérêts de retard et indemnités de recouvrement** en matière commerciale.

3. Exposé des faits

Résumé factuel

Monsieur Jean-Pierre Moreau, consultant en systèmes d'information, a conclu avec la SAS TechSolutions un contrat de prestation de services informatiques le 15 janvier 2024. La mission confiée portait sur le développement d'une plateforme e-commerce et l'intégration d'un ERP, pour un montant total de 100 000 € TTC. La prestation a été intégralement réalisée et réceptionnée sans réserve le 30 juin 2024. La facture correspondante, n° F-2024-112, a été émise le 1er juillet 2024, avec paiement exigible à cette date. Malgré plusieurs relances amiables, la SAS TechSolutions n'a pas procédé au règlement. Le représentant légal a d'abord évoqué des difficultés de trésorerie, puis a cessé tout contact depuis le 1er septembre 2024, causant un préjudice financier important au demandeur.

Chronologie des faits

- **15/01/2024** : Signature du contrat de prestation n° CONTRAT-2024-0042.
- **30/06/2024** : Réception définitive de la prestation sans réserve.
- **01/07/2024** : Émission de la facture F-2024-112 d'un montant de 100 000 € TTC.
- **15/07/2024** : Première relance amiable par email.
- **01/08/2024** : Deuxième relance amiable par email.
- **20/08/2024** : Troisième relance amiable par courrier recommandé avec accusé de réception.
- **01/09/2024** : Cessation totale de contact de la part de la SAS TechSolutions.

Pièces justificatives

- Contrat de prestation signé par les deux parties.
- Procès-verbal de réception sans réserve.
- Facture F-2024-112.
- Trois emails de relance.
- Accusé de réception du courrier recommandé.

4. Analyse de la situation

Forces

- **Contrat écrit et signé** : preuve formelle de l'accord des parties.

- **Prestation réalisée et réceptionnée sans réserve** : confirmation de l'exécution conforme des obligations du demandeur.
- **Facture émise et exigible** : créance certaine, liquide et exigible.
- **Relances amiables multiples** : démonstration de la volonté de règlement à l'amiable.
- **Accusé de réception du recommandé** : preuve de la mise en demeure effective.
- **Absence de contestation sérieuse** : le débiteur n'a pas formulé de réserve ou de contestation sur la prestation ou le montant.

Faiblesses

- **Difficultés financières invoquées par le débiteur** : risque de procédure d'insolvabilité ou de redressement judiciaire.
- **Cessation de contact** : rend plus complexe la négociation amiable.

Risques

- **Procédure judiciaire potentiellement longue et coûteuse** si la SAS TechSolutions conteste ultérieurement ou fait opposition.
- **Risque d'insolvabilité du débiteur** pouvant compromettre le recouvrement intégral.
- **Frais supplémentaires** liés à la procédure de recouvrement.

5. Fondements juridiques applicables

Contrat et obligations

- **Article 1103 du Code civil** : les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits.
- **Article 1217 du Code civil** : sanctions de l'inexécution contractuelle, notamment l'exécution forcée en nature ou le paiement de dommages-intérêts.

Créance et paiement

- **Article L441-6 du Code de commerce** : délai de paiement et intérêts de retard en cas de non-paiement à l'échéance.
- **Loi n° 92-1442 du 31 décembre 1992** relative au délai de paiement, prévoyant un taux d'intérêt légal majoré de 10 points en cas de retard de paiement entre professionnels.
- **Article L441-10 du Code de commerce** : indemnité forfaitaire de 40 € due au créancier en cas de retard de paiement.

Mise en demeure et relances

- **Article 1344-1 du Code civil** : la mise en demeure est une formalité préalable à l'exécution forcée.

- **Preuve de la mise en demeure** : courrier recommandé avec accusé de réception.

6. Demandes et objectifs du demandeur

- **Paiement intégral de la somme de 100 000 € TTC** correspondant à la facture F-2024-112.
- **Application des intérêts de retard** au taux légal majoré de 10 points conformément à la loi du 31 décembre 1992, calculés à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au paiement effectif.
- **Versement de l'indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 €** prévue par l'article L441-10 du Code de commerce.
- **Obtention d'une décision judiciaire contraignante** en cas de refus persistant de paiement.
- **Recouvrement des frais de procédure** éventuels.

7. Recommandations préliminaires

- **Engager une procédure judiciaire en référé ou au fond** devant le tribunal de commerce compétent, en raison de la nature commerciale du litige et de la somme en jeu.
- **Produire l'ensemble des pièces justificatives** (contrat, procès-verbal de réception, factures, relances, accusé de réception) pour établir la créance incontestable.
- **Demander l'application des intérêts de retard et de l'indemnité forfaitaire** conformément aux dispositions légales impératives.
- **Envisager une expertise judiciaire** si la partie adverse conteste la qualité ou l'exécution de la prestation, bien que cela semble peu probable au vu des faits.
- **Surveiller la situation financière de la SAS TechSolutions** afin d'anticiper un éventuel dépôt de bilan ou procédure collective, ce qui pourrait affecter le recouvrement.
- **Préparer une demande de provision** si la procédure est engagée, afin d'obtenir un paiement partiel rapide.
- **Maintenir une posture ferme mais ouverte à une négociation amiable** si la partie adverse manifeste une volonté de règlement, afin de limiter les coûts et délais.

En conclusion, le dossier présente une situation juridiquement favorable au demandeur, avec une créance certaine et exigible, des preuves solides de la bonne exécution du contrat et des relances amiables. La cessation de contact de la SAS TechSolutions et l'absence de paiement justifient une action judiciaire rapide pour obtenir le paiement intégral de la somme due, majorée des intérêts et indemnités légales. Une vigilance particulière doit être portée sur la situation financière du débiteur afin d'adapter la stratégie de recouvrement. ---

Mention importante

Ce document est généré automatiquement. Consultez un avocat pour validation.

Ce document est confidentiel. Consultez un avocat pour validation.